

La démocratie réservée

Ce qui se passe aujourd'hui en Algérie ne concerne pas seulement ce pays. L'Afrique, et peut-être d'autres pays du Sud, seront confrontés à une situation semblable, même si dans chaque cas le processus de mutation sociale et politique s'y déroulera de façon spécifique. Ce qui se passe en Algérie peut, réduit à son épure, se définir en une formule : l'extrême difficulté à réaliser la transition démocratique dans un pays qui a connu, depuis l'indépendance (1962), un système politique autoritaire. Difficulté économique et politique : la libéralisation de l'économie y est hypothéquée par des conséquences sociales très négatives. Les couches qui n'avaient pas profité du régime antérieur et qui se voient exclues du nouveau système ne peuvent pas ne pas utiliser la libéralisation politique pour faire entendre leur détresse. Peu ou prou, plusieurs États africains se trouvent aujourd'hui confrontés au même problème de fond que l'Algérie : comment faire pour instaurer la démocratie dans un contexte économique national et international qui ne favorise pas les couches les plus démunies, et les plus nombreuses, de la population ?

La situation de l'Algérie est dramatique : c'est d'abord celle de l'échec du développement économique par le haut, c'est-à-dire d'une industrialisation néo-stalinienne imposée comme une marche forcée vers le développement et qui, en étouffant la démocratie, croyait pouvoir rattraper le retard industriel dû à la colonisation et occuper une position favorable dans la division internationale des richesses. Cette stratégie, mise en œuvre par un État « sauveur » autoritaire, a de fait entraîné la séparation de la population en deux ensembles bien distincts : ceux qui, y compris les « prolétaires », sont plus ou moins intégrés dans le système économique et ceux qui en sont exclus. Un système en somme dédoublé entre un espace relativement restreint d'intégration et un vaste champ de marginalité. Cette dualisation de la société, autrement plus profonde que celle que connaissent les sociétés du capitalisme central, est de plus fouettée et aggravée par une croissance

démographique aux conséquences destructrices sur toute dynamique de développement. Ici, l'économique et le culturel s'interpénètrent au point de se paralyser mutuellement. Les élites dirigeantes, liées au système économique international, sont certes portées vers la modernisation de leur société et elles partagent, d'ailleurs avec une grande partie de la population, la fascination pour le modèle de consommation occidental ; mais leur faiblesse sociale, leur incapacité à affronter culturellement les archaïsmes de leur société, l'impossibilité dans laquelle elles se trouvent d'offrir des ressources sociales aux déshérités, font qu'elles préfèrent se raccrocher à des régimes autoritaires pour préserver leurs privilèges plutôt que d'accepter le défi d'un processus démocratique dans lequel elles ne seraient pas hégémoniques. C'est cela qui explique le lâche soulagement des « évolués » lors du récent coup d'État en Algérie — la transition démocratique dût-elle en souffrir. L'intégrisme islamique, victime de ce coup de Jarnac porté aux principes démocratiques, n'a eu dans cette affaire que la monnaie de sa pièce. Il proclamait ouvertement que cette expérience démocratique, dont il bénéficiait et qu'il utilisait si cyniquement, serait rejetée dès qu'il arriverait au pouvoir. La démocratie s'est donc défendue : pas de liberté pour les ennemis de la liberté. Mais, dans la réalité, les choses sont plus complexes. Car l'intégrisme existe comme mouvement politique, appareil de pouvoir en puissance, et population qu'il influence et attire derrière lui. Or, le coup porté contre l'appareil intégriste, fascisant et ravageur, a aussi frappé le peuple et dévalué aux yeux de celui-ci les principes démocratiques. Laissons de côté ici les arguments de ceux qui disent que le peuple n'était pas mûr pour la démocratie. Ceux-là ont depuis longtemps choisi leur camp — celui de l'autoritarisme brutal — et c'est précisément à cause d'eux que l'intégrisme fascine si fortement le peuple, qui n'est pas si aveugle qu'on croit. Une analyse plus précise de la société algérienne montrerait assez facilement qu'entre l'intégrisme comme appareil et parti et les tenants de la démocratie, il ne s'agit pas d'une simple lutte entre peuple et groupes dirigeants, mais en réalité d'une bataille sans merci entre deux fractions des couches moyennes algériennes pour la conquête du pouvoir. Car l'appareil comme la direction politique de l'intégrisme algérien incarnent beaucoup plus la défense des intérêts réprimés des petits commerçants, des cadres scientifiques et techniques, des enseignants et étudiants en quête de ressources économiques et de pouvoir, que ceux des couches sociales périurbaines, urbaines et rurales exclues du système social global, et qui, parce que leur exclusion est radicale, soutiennent aujourd'hui si radicalement l'intégrisme.

Résultat : la transition démocratique est bloquée, et tout laisse à penser que, pour autant qu'ils chercheraient à instaurer la démocratie, les autres pays africains risquent de connaître le même sort, même si la mobilisation politique ne revêtira pas les formes du fondamentalisme religieux. En réalité, ce que ce blocage met en évidence, c'est essentiellement la faiblesse structurelle de toute expérience démocratique au Sud. Cette expérience fut portée par les couches moyennes, du moins

celles qui occupaient déjà des positions sociales dans la société. Face à un État prédateur, qui a utilisé les ressources économiques (énergie et matières premières) pour ne réussir que dans le renforcement des organes de répression et échouer dans le développement économique et social, l'appel au respect des droits de l'homme, l'apologie de la société civile, la quête d'expression et d'organisation, apparurent comme l'idéologie de mobilisation des couches moyennes qui ne faisaient plus confiance à cet État pour assurer leur avenir. Mais dans le cas de l'Algérie, cette lutte démocratique ne put parvenir pacifiquement à terme car les exclus — la plus grande partie de la population — firent entendre leur voix aussitôt, et l'armée dut intervenir pour les mater dans le sang, en 1988 et aujourd'hui encore. C'est que, pour ces couches marginalisées, la libération juridique, l'État de droit, sont jugés socialement ; leur problème est moins la liberté d'expression que le logement, la santé, l'éducation, le pain de tous les jours enfin. Or les élites en compétition ne peuvent répondre à ces préoccupations, ne serait-ce que parce qu'elles ne disposent pas des ressources économiques suffisantes pour juguler la misère. Situation tragique, terrible, qui caractérise au fond tout le « tiers monde » au point que celui-ci devient de plus en plus un « deux mondes » : d'un côté les riches, y compris au Sud, et de l'autre les pauvres.

Dès lors, la démocratie est, en Algérie comme dans la plupart des pays de ce « deuxième monde », hypothéquée et paralysée en son principe : elle ne peut avoir un contenu social universalisable dans lequel les couches sociales démunies pourraient se reconnaître. La démocratie est, dans ces conditions, ou un vœu pieux ou une affirmation démagogique. L'Algérie le montre clairement : cette démocratie sera censitaire, réservée aux seules élites du pouvoir, ou ne sera pas ¹. Car si elle permet aussi la liberté d'expression de couches sociales qui, plus que le droit de parler, veulent aussi le droit de vivre décemment, elle est articulée sur un système global qui ne peut intégrer ces couches. Aussi bien, l'échec du processus démocratique n'est pas lié au fait que les marginaux (majoritaires !) refusent par principe la démocratie, c'est plutôt qu'il est évident que cette démocratie-là va bénéficier d'abord à ceux qui occupent des positions privilégiées. L'intégrisme profite de cette aubaine. S'il n'est pas la solution, il faut aussi reconnaître que l'espèce de démocratie « réservée » aux élites ne l'est pas non plus. Cette démocratie réservée se débat dans un contexte de guerre civile larvée (voir l'actuelle stratégie du FIS) et elle ne peut tenir qu'à l'abri d'une sorte de « pinochettisme » mou. En réalité, la défense de la démocratie ne pourra être crédible que si les élites qui en bénéficient sauront créer les conditions d'un élargissement de l'intégration sociale aux couches exclues. Pour ce faire, il conviendrait qu'elles acceptent de sacrifier certains de leurs privilèges, et donc qu'elles paient aussi pour le changement social.

1. Je lis avec consternation un article de Rachid Mimouni, paru dans *Le Quotidien de Paris* du 30 janvier 1992, où il justifie cette attitude censitaire : « En France, écrit-il, le suffrage fut censitaire avant de devenir universel », justifiant ainsi l'idée que le peuple n'est pas mûr pour la démocratie. Cet écrivain, qui justifiait il y a quelques années les plus grands espoirs en combattant si bien les archaïsmes de sa société, tient aujourd'hui le langage des privilégiés de la culture. C'est dommage.

Les groupements d'intérêts au pouvoir accepteront-ils les sacrifices qui en résulteraient ? Rien ne permet de le croire pour l'instant, du moins à partir de l'exemple algérien.

Une autre conséquence concerne les attitudes du « premier monde », celles déployées ici même, au Nord : notre propre soulagement devant le coup d'arrêt donné à l'intégrisme, pourtant au mépris de notre belle âme démocratique, doit nous conduire, et c'est le moins que l'on puisse espérer, à interroger notre universalisme démocratique. Il est clair que le développement des pays du Sud ne se fera pas sans une participation active des puissances du centre ; mais le système des échanges et les politiques économiques mises en place par le Nord dans leur relation avec le « deuxième monde » portent une vieille responsabilité, même si ce n'est pas la seule ni, dans certains cas, la principale, dans le développement du sous-développement du Sud. Il y a là ingérence permanente, au pire sens du terme. Tant qu'on ne modifiera pas ces relations, la révolte des pauvres ne cessera de se faire entendre. Le Sud, comme le cas algérien en témoigne, continuera à être ballotté entre l'autoritarisme militaro-bureaucratique et le fondamentalisme protestataire des exclus. Et au milieu, les bénéficiaires d'une inconfortable démocratie réservée finiront, à leur corps défendant, par être les premiers emportés dans la tourmente.

SAMI NAYR
Professeur de sciences politiques à l'université de Paris VIII.